



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT

Attractivité - Convention d'engagement entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat dans le cadre du dispositif Quartiers Productifs - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Comité interministériel des villes a acté le 29 janvier 2021 une série de mesures à destination des Quartiers en Politique de la Ville (QPV). Ces mesures sont conçues pour répondre aux enjeux de développement économique identifiés face à des indicateurs socioéconomiques spécifiques dans les QPV :

- Un taux de chômage nettement supérieur que dans les autres territoires ;
- Des créations d'établissements en croissance mais un turn-over plus élevé ;
- Un nombre d'établissements par habitant de moitié inférieur par rapport aux autres unités urbaines ;
- Une forte dépendance au secteur du commerce, des services et de la construction ;
- Des taux d'emploi des 15-64 ans beaucoup plus faibles que dans les autres territoires de comparaison ;
- Une déqualification des emplois occupés par rapport aux qualifications réelles plus importante que pour les autres habitants.

Parmi les mesures annoncées le 29 janvier figure le lancement d'une première génération de « *Quartiers Productifs* ». Porté par le ministère chargé de la Ville et mis en œuvre conjointement par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), la Caisse des Dépôts et Bpifrance, le label *Quartiers Productifs* a une double ambition : accompagner les collectivités dans la définition de stratégies territoriales de développement économique et rendre plus accessible l'offre de dispositifs existants. Faciliter et accélérer la mise en œuvre des projets est l'objectif annoncé pour ce dispositif, en mobilisant les outils et moyens des institutions partenaires.

Montpellier a été retenu le 18 mars 2021 parmi 14 territoires d'expérimentation *Quartiers Productifs* en France, dont Toulouse et Narbonne en Occitanie. Les 14 territoires *Quartiers productifs* retenus pourront ainsi faire émerger et accélérer des projets centrés sur 4 priorités :

- Le soutien à l'entrepreneuriat ;
- Le développement du commerce et de l'artisanat ;
- L'implantation d'activités productives ;
- La transition numérique.

Le contrat de ville de Montpellier affiche une volonté forte d'intervention dans le domaine de l'économie et de l'emploi autour de 3 enjeux :

- Développer un partenariat responsable, solidaire et durable avec les entreprises du territoire en faveur des quartiers prioritaires ;
- Soutenir le développement de l'activité économique pour et dans les quartiers ;
- Favoriser la co-construction de parcours vers l'emploi adaptés à la diversité des besoins des habitants des quartiers prioritaires.

L'évaluation à mi-parcours du contrat de ville met en évidence que le pilier Emploi-Développement Economique est particulièrement investi, soutenu, porté, suivi et évalué en continu. En effet dans une approche commune avec l'Etat, en s'appuyant sur le réseau des partenaires du territoire, la Métropole est engagée dans le déploiement d'une offre d'accompagnement adaptée à toutes les étapes du parcours de création-développement d'entreprises et dédiée aux habitants des quartiers :

- Sensibilisation, émergence, amorçage ;
- Parcours de formation multi-acteurs ;
- Offre de financement en faveur des projets de création d'entreprises, microcrédit, financements solidaires, prêt excellence quartier.

Le projet de rénovation urbaine du quartier Mosson et Cévennes montre également une ambition importante en matière de développement économique. L'avis du comité d'engagement de l'ANRU a salué la place donnée à ces opérations dans le programme global de rénovation et leur intérêt certain.

Le dispositif *quartiers productifs* renforce le partenariat entre l'Etat et la Métropole. Il est proposé une convention d'engagement entre l'Etat et la Métropole qui fixe notamment les engagements ci-dessous :

- L'Etat s'engage à animer le réseau des partenaires du programme afin d'en faciliter l'élaboration et la mise en œuvre ; à désigner au sein de ses services déconcentrés un référent chargé d'assurer le suivi des projets et l'accessibilité de l'offre de services ; à étudier le possible co-financement des actions inscrites dans la Feuille de route qui seraient éligibles aux dotations et crédits disponibles de l'Etat et de ses partenaires ; à mobiliser les experts techniques des services déconcentrés ;
- Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à renforcer les dynamiques locales destinées à favoriser le développement économique dans les QPV et à mobiliser les moyens nécessaires pour assurer le pilotage et la mise en œuvre efficace du programme sur leur territoire, notamment via la désignation d'un « Coordonnateur » ;
- L'Etat via son chef de file (l'ANRU) s'engage à appuyer Montpellier Méditerranée Métropole dans la mise en œuvre de l'expérimentation et dans la priorisation de ses projets ; à porter auprès des services de l'Etat et des différents partenaires techniques et financiers les projets identifiés dans le cadre de l'expérimentation *Quartiers Productifs* ;
- Les partenaires s'engagent par ailleurs à favoriser la capitalisation et le partage des bonnes pratiques, en vue notamment de l'évaluation à venir des contrats de ville et du NPNRU ;
- En outre, les partenaires techniques et financiers se sont engagés au niveau national à instruire dans les meilleurs délais les propositions de projets et d'actions qui seront soumises par Montpellier Méditerranée Métropole ; à mobiliser leurs ressources humaines et financières pour permettre la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention et qu'ils auraient préalablement approuvées dans le cadre de leurs instances décisionnaires.

La convention n'emporte pas d'engagement financier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention d'engagement *quartiers productifs* ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211214-174588-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.